

Résistons au pillage de notre Sécurité sociale

Le CIEP-MOC (Centre d'information et d'éducation populaire – Mouvement Ouvrier Chrétien) de Bruxelles a lancé il y a deux ans une campagne de résistance contre les attaques sur la Sécurité sociale. Focus sur le groupe de travail chômage.

Pietro Tosi (MOC Bruxelles)

Depuis la crise économique-financière de 2008, tous les gouvernements européens et le patronat se sont attaqués de plus belle à notre Sécurité sociale : moins de financement et moins de risques couverts. Afin que les entreprises puissent rester compétitives sur le marché global, les Etats appliquent des politiques d'austérité en s'attaquant aux salaires des travailleur-euse-s, en les mettant en concurrence et en réduisant les financements de la Sécurité sociale. Le système conquis par les luttes collectives du mouvement ouvrier du XXème siècle, qui permet à celui qui tombe malade de recevoir une assurance maladie, à celui qui atteint un certain âge d'avoir accès à une pen-

du chômage afin de contribuer à l'organisation collective des travailleur-euse-s sans-emploi (TSE).

Le chômage, question centrale

Bien que la richesse produite ne cesse de croître, les conditions d'accès aux indemnités de chômage se sont durcies, l'accompagnement s'est transformé en activation, les contrôles et les sanctions se sont multiplié-e-s et le montant des allocations chômage s'est réduit. Ces attaques contre la Sécu sont l'une des causes de l'augmentation de la précarité à Bruxelles. Dans ce contexte, on constate d'une part une diminution croissante des offres d'emplois et une grande quantité de demandeurs d'emploi exclus du chômage et obligés d'accepter un emploi précaire ou non convenable. Les femmes sont les plus concernées à la fois par le travail informel, les contrats précaires, ceux de courte durée et à faible volume horaire et par conséquent, à faible salaire. Les jeunes se voient durcir les conditions d'accès aux allocations au chômage ! Le MOC de Bruxelles a voulu écouter et donner la parole aux TSE via une enquête.

L'enquête

Cette enquête a été réalisée et distribuée au printemps par les militantes-e-s des organisations constitutives du MOC, dans les centres de services de la CSC, dans les maisons mosaïques de Vie féminine mais aussi à Actiris et dans les asbl d'insertion du mouvement. L'enquête visait à identifier la perception de la réalité sociale du chômage par les TSE. Il s'agissait d'écouter leurs propositions poli-

tiques, leurs coups de rage et leurs propositions de changements.

L'analyse de l'enquête a été précédée par un processus d'interview pendant différents forums de discussion entre chercheur-euse-s, syndicalistes et militant-e-s des organisations constitutives. Le but a été d'éviter un regard unique sur la question, mais de croiser l'analyse scientifique avec le vécu spécifique des premières et premiers concerné-e-s.

L'analyse des chiffres

400 enquêtes à choix multiples ont été récoltées auprès des affiliés de la CSC, dont 192 femmes (48%) et 184 hommes (46%). L'âge moyen était de 48 ans pour les hommes et 40 ans pour les femmes. Les secteurs où les femmes ont le plus souvent travaillé sont les administrations, le nettoyage, la vente et les soins. Pour les hommes, il s'agit de la construction, de l'Horeca, du nettoyage et de la vente.

L'enquête nous confirme toute une série de lieux communs. Mais elle nous permet aussi d'identifier plusieurs éléments intéressants au niveau de la perception des TSE, sur la réalité sociale du chômage et sur leur vision politique. Par exemple, le fait que 17,5% des participants-e-s n'aient pas souhaité indiquer la durée de leur chômage malgré l'anonymat de l'enquête confirme le sentiment de culpabilisation qui frappe les TSE.

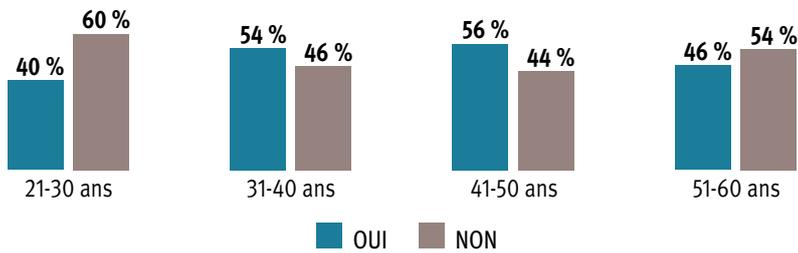
La première question, sur le nombre de demandeurs d'emploi en Région bruxelloise, nous confirme la difficulté des TSE à regarder le phénomène social du chômage de manière objective, c'est-à-dire à le concevoir comme un fait social indépendant de leur propre expérience vécue.

46% des Travailleurs Sans Emploi (TSE) pensent qu'il n'y a que 50.000 TSE ou moins en Région bruxelloise contre 100.000 en réalité.

sion et à celui qui n'a pas de travail de toucher une allocation, est mis à mal par les politiques néolibérales. C'est dans ce contexte que le Mouvement Ouvrier Chrétien de Bruxelles a lancé, il y a déjà deux ans, une campagne de sensibilisation et de mobilisation en défense de la protection sociale avec ses organisations constitutives, la CSC, la Mutualité Saint-Michel, les JOC, les Equipes Populaires et Vie Féminine.

Dans ce cadre, un groupe de travail a été constitué sur la problématique

AIDE D'ACTIRIS DANS VOTRE RECHERCHE D'EMPLOI (PAR TRANCHE D'ÂGE)



Les plus jeunes et les plus âgés se sentent les moins aidés par Actiris, alors même que des mesures spécifiques les visent.

Presque 1 TSE sur 2 pense qu'il y a beaucoup moins de demandeurs d'emploi qu'il n'y en a en réalité. 46% des TSE pensent qu'il n'y a que 50.000 TSE ou moins en Région bruxelloise contre 100.000 en réalité. Cette sous-représentation du nombre de TSE présent-e-s dans notre région entraîne une perception faussée de la concurrence sur le marché du travail. On constate la même tendance dans la perception des TSE par rapport au nombre d'emplois disponibles en région bruxelloise. Seuls 33% de TSE sont conscients du nombre d'emplois disponibles, à savoir environ 5.000 offres par mois via Actiris. 67% surévaluent l'offre d'emploi.

Autre élément qui semble confirmer l'intégration de la logique dominante : 32% pensent que le travail coûte trop cher et intègrent la notion patronale du travail comme « charge à payer ».

Cette enquête nous révèle également une vision claire des causes du chômage et des réponses politiques à mettre en œuvre pour les résoudre.

Pour 51%, la cause du chômage est le manque d'emploi disponible sur le marché et cela est dû principalement au manque de volonté politique du gouvernement (44%).

La question « Quelles sont les raisons de ton chômage ? » permet de connaître leur vision subjective de leur situation : 32% affirment que la cause de leur chômage est le manque d'emploi dans leur secteur, 23 % le manque de connaissance de langues et 19% les discriminations à l'embauche.

Les réponses concernant les raisons générales du chômage montrent le plus un véritable positionnement politique des TSE. Parmi les raisons suggérées dans l'enquête qui peuvent expliquer les difficultés à trouver un emploi aujourd'hui, les TSE pointent

les éléments suivants : le manque de volonté politique du gouvernement à 44%, suivi par le manque de création d'emplois publics à 36%. Cette question ne concerne donc pas la situation personnelle du répondant mais bien une vision plus générale des facteurs du manque d'emploi sur le marché du travail.

Les TSE se positionnent aussi sur les solutions pour lutter contre le chômage. Les solutions les plus populaires sont la création de plus d'entreprises (56%) et la création d'emplois publics (36%). L'accent est mis sur la nécessité de création d'emplois pour répondre au manque d'emploi structurel. Même si la majorité fait encore confiance au marché comme moyen de création d'emplois, une partie considérable affirme nécessaire une intervention de l'Etat pour créer des emplois publics. 30% d'entre eux demandent plus de formations et seulement 6% des moins de 30 ans (qui représentent 16% des répondants) pensent qu'il faut s'organiser collectivement pour créer un rapport de forces.

L'analyse par tranches d'âge montre l'intérêt tant des plus jeunes que des plus âgés pour des propositions telles que l'allocation universelle ou la réduction collective du temps de travail (RCTT). 20% des répondants souhaitent une RCTT afin de créer plus d'emplois contre 13% qui proposent l'allocation universelle. Les secteurs où la RCTT est la plus demandée sont ceux où la pénibilité est la plus élevée : le nettoyage, l'Horeca, la vente et la construction. On a essayé également d'évaluer l'espoir des TSE bruxellois de retrouver un emploi. Pour 60% d'entre eux/

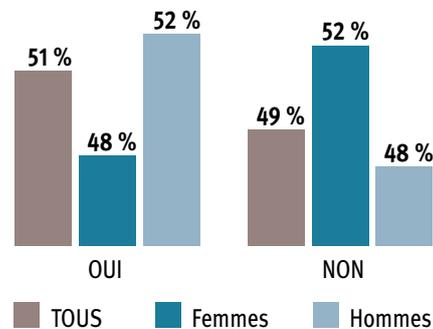
elles, il est possible de trouver un emploi d'ici la fin de l'année contre 40% qui affirment le contraire.

Enfin, on leur a demandé s'ils se sentaient aidés par Actiris dans leur recherche d'emploi. Le sentiment est très partagé parmi les TSE, puisque seuls 51% affirment se sentir aidés par Actiris. Les femmes et les moins de 30 ans se sentent beaucoup moins aidé-e-s par Actiris que les hommes. 54% des plus de 51 ans se disent aussi insuffisamment aidés.

Une réalité complexe

En conclusion, les analyses générales de l'enquête nous révèlent une réalité bien plus complexe que ce qui est présent dans l'imaginaire collectif. Malgré les politiques d'exclusion et les discriminations qui pèsent encore sur l'image des demandeurs d'emploi, les TSE rencontrés via l'enquête ont un regard plutôt lucide sur la réalité qu'ils vivent au quotidien. Même si certains préjugés semblent avoir été intégrés, il faut remarquer la forte implication politique des pro-

AIDE D'ACTIRIS DANS VOTRE RECHERCHE D'EMPLOI (PAR GENRE)



Les femmes se sentent les moins aidées par Actiris, sans doute car elles sont davantage concernées par des facteurs externes (garde d'enfants, etc.) à la recherche d'emploi.

positions qui sont mises en avant : la nécessité de créer des emplois publics, le manque de volonté politique du gouvernement pour le faire et la piste de la RCTT.

Le groupe chômage du CIEP-MOC Bruxelles s'engage à mettre en avant ces revendications et à poursuivre discussions et actions collectives en mettant en réseaux les TSE, les militants syndicaux, les jeunes et les femmes précaires autour notamment de la revendication de la réduction collective du temps de travail. □